

Informés,

1° de la campagne de calomnies engagée contre Daniel Renaud, ouvrier aux usines Lavalette (Saint-Ouen), secrétaire du syndicat des métaux F.O. (banlieue Nord) et contre toute une série de militants, qualifiés d'« anarcho-trotskyistes » et d'« hitléro-trotskyistes », dans des usines de la région parisienne ;

2° des violences exercées aux usines S.A.V.I.E.M. (Saint-Ouen), contre des militants diffusant des tracts,

Sans partager tous les points de vue de tendance de ces camarades, nous élevons la plus véhémement protestation contre ces méthodes stalinienne, qui visent à exterminer, comme en Espagne, en U.R.S.S., en Hongrie et en d'autres pays, les tendances socialistes, anarchistes, trotskystes et mêmes communistes, pour autant qu'elles ne partagent pas la position officielle du « parti » (en France P.C.F.).

Au moment où le prolétariat français, uni, a réagi contre les violences policières, nous voyons, dans ces actes, une volonté délibérée d'introduire la violence stalinienne dans les rangs ouvriers, et cela par ceux qui, en paroles, prêchent l'unité.

Au nom du respect des tendances et de la démocratie ouvrière, nous exigeons que ces violences et ces calomnies cessent.

PREMIERS SIGNATAIRES :

- | | |
|---|---|
| G. LAURÉ, Secrétaire général de la F.E.N. | A. SIDROT, S.G. de la Fédération des employés et cadres F.O. |
| G. NOUVEL, Métallurgiste, C.G.T. (Nantes). | A. LAVAL, S.G. adjoint de la Fédération de la métallurgie F.O. |
| L. ASTRE, S.G. du Syndicat National de l'Enseignement Technique (S.N.E.T.). | R. HOYEZ, Secrétaire du Syndicat des Charpentiers en fer (C.G.T.). |
| P. RUFF, S.G. du Syndicat de l'Enseignement de la R.P. (S.E.R.P.). | J. SALAMERO, Militant C.G.T. des usines Dassault (Bordeaux). |
| A. HEBERT, S.G. de l'U.D.F.O. de la Loire-Atlantique. | R. CHERAMY, Membre du bureau national du Syndicat National de l'Enseignement Secondaire (S.N.E.S.). |
| PUYVAUDRAN, Secrétaire de la section syndicale de l'usine d'aviation S.F.E.R. M.A. (C.G.T.) (Bordeaux). | PALLORDET, Secrétaire du syndicat des cheminots F.O. de la R.P. |
| LAMBERT, Secrétaire section syndicale F.O. des usines Dassault (Bordeaux). | GATINEAU, Secrétaire du Syndicat F.O. des P.T.T. de l'Île-de-France. |
| B. ESTORQUES, Militant C.G.T. des usines Michelin, Clermont-Ferrand. | DUPEYRON, S.G. adjoint du syndicat des métaux F.O. (Bordeaux). |
| R. PATOUX, S.G. de l'U.D.F.O. de la R.P. | P. DUTHEL, Membre du bureau du Syndicat National des Instituteurs (S.N.I.). |
| P. BOIS, Militant Renault. | |

TRAVAILLEURS, SYNDIQUES DE TOUTES TENDANCES,

Joignez votre protestation pour imposer la démocratie ouvrière dans les entreprises et les syndicats.

Signez et faites signer. Manifestez votre solidarité.

Nom : Adresse :

Entreprise : Syndicat :

Correspondance à M^{me} Ida BOIREAU, Syndicat F.O. - C.C.A.F.R.P., 14, rue Viala, PARIS (15^e).

POUR LA DÉMOCRATIE OUVRIÈRE

Les tracts ou articles cités dans cette brochure sont, dans leur quasi-totalité, reproduits intégralement, ou pour leurs passages essentiels, dans les **Annexes**. Ils sont reproduits de manière rigoureusement conforme à l'original. Toutes les coupures que nous avons pratiquées sont indiquées par **une ligne** de points de suspension. Les autres points de suspension qu'on y trouve sont dans l'original.

S. P. E. L.

5, rue de Charonne, PARIS-XI^e

POUR LA DÉMOCRATIE OUVRIÈRE

L A presse et la radio se sont fait l'écho de bagarres intervenues récemment devant l'usine SAVIEM, à Saint-Ouen, entre des militants révolutionnaires et des membres du P.C.F.

Ces événements viennent à nouveau mettre en lumière l'attitude des staliniens. Prêchant l'unité à tous les vents, ils nous montrent, une fois de plus, comment ils entendent la réaliser : en brisant toute opposition révolutionnaire, pour imposer leur monopole au mouvement ouvrier.

Cette attitude n'est pas nouvelle, non plus que les méthodes.

Les mensonges, les injures, les calomnies, l'amalgame, les violences sont les principaux arguments qui servent au P.C.F. pour essayer d'imposer son emprise sur le mouvement ouvrier.

Si nous avons jugé utile de publier ce dossier, c'est que, depuis quelque temps, une offensive générale du P.C.F. est déclenchée contre les militants révolutionnaires, à un moment où l'ensemble des forces du mouvement ouvrier ont un impérieux besoin de s'unir, pour s'opposer à la montée du mouvement fasciste et à la réaction sous toutes ses formes.

QUE S'EST-IL PASSÉ A LA SAVIEM ?

Le 31 janvier 1962, devant la porte des usines SAVIEM, à Saint-Ouen, six diffuseurs du bulletin *Voix Ouvrière* sont attaqués et traités d'O.A.S. : une camarade est sauvagement frappée et blessée.

Le 14 février 1962, les six diffuseurs de *Voix Ouvrière* sont assistés de militants ouvriers de diverses tendances, décidés à assurer leur protection.

Une quarantaine de militants et de sympathisants P.C.F. sont massés devant la porte. La diffusion s'opère sans heurt, durant une dizaine de minutes. Mais les ordres des bonzes doivent être exécutés. Quatre ou cinq « responsables » ouvrent une bagarre. Quelques individus sortent des matraques et des barres de fer. Mais leur action est rapidement conjurée,

après échange de coups. Les militants révolutionnaires marquent leur désapprobation à ces méthodes de violence en scandant « *démocratie ouvrière* », et en entonnant « *L'Internationale* ». Pendant ce temps, la diffusion de *Voix Ouvrière* se poursuit. Lorsque la diffusion est terminée, les diffuseurs et les militants qui les protègent se retirent. C'est alors que, profitant de ce qu'ils sont retournés, quelques nervis du P.C.F., renversant les poubelles qui sont sur le trottoir, leur lancent tous les projectiles qui leur tombent sous la main, y compris les poubelles vides. Il s'ensuit une bagarre qui dure quelques minutes et qui fait plusieurs blessés légers de part et d'autre.

L'Humanité a relaté cette bagarre... en renversant tout simplement les rôles : à l'en croire, ce sont les diffuseurs, qualifiés de provocateurs fascistes, qui ont attaqué à coups de barres de fer et de matraques, et les « *ouvriers* » (sic) les ont chassés. *L'Humanité* ne ment jamais, elle dit la vérité à l'envers.

Cette bagarre devant la SAVIEM n'a pas été un fait isolé, même si elle a revêtu un caractère plus spectaculaire, qui lui a valu une plus large publicité.

Tout d'abord, à la SAVIEM même, depuis que *Voix Ouvrière* y est diffusée, des accrochages ont été organisés par les membres du P.C.F., afin de décourager les diffuseurs. Injures grossières, bousculades, arrachage des papiers, coups, c'est la manière du P.C.F. d'accueillir les publications qui ont l'audace de s'exprimer à la porte des usines sans se soumettre à sa censure. Les accrochages sont d'ailleurs orchestrés par une campagne de presse qui va du tract d'usine au journal local ou régional.

Le 21 novembre 1961, le bulletin du P.C.F. de la SAVIEM *La voix du P.O.* attaque vigoureusement *Voix Ouvrière*, en promettant à ses diffuseurs de les attendre la prochaine fois. Puis *Le réveil syndical* de décembre 1961 (C.G.T.-SAVIEM) explique « *pourquoi chasser les provocateurs* ».

Le 1^{er} décembre 1961, le P.C.F. de la SAVIEM diffuse un tract spécial pour « *imposer le silence à la "Voix Ouvrière"* ».

Le 29 janvier 1962, il montre « *la Voix Ouvrière sous son vrai visage* ».

Et, le lendemain de la bagarre, les cellules de la SAVIEM s'indignent : « *Ils sont venus insulter nos morts !* ».

Ainsi donc, on remarque, à la SAVIEM, une volonté nettement arrêtée, de la part du P.C.F., d'interdire la publication *Voix Ouvrière*, celui-ci n'hésitant pas, en dernier ressort, à aller jusqu'aux violences les plus abjectes, et à donner le spectacle de bagarres entre militants à la porte des usines.

QUE S'EST-IL PASSÉ AILLEURS ?

Mais ce n'est pas seulement à la SAVIEM que *Voix Ouvrière* a été attaquée par les staliniens et ce n'est pas seulement *Voix Ouvrière* qui est attaquée par eux.

LES ÉCRITS...

Diffusée à la porte des usines, *Voix Ouvrière* a été attaquée violemment dans la presse du P.C.F. et même de la C.G.T.

C'est la section syndicale de chez Chausson, dès le 20 juillet 1961, qui répond à la question : « *Qui sont ces distributeurs ?* » en prétendant que *Voix Ouvrière*, « *par un langage révolutionnaire... attaque les syndicats, travaille... sournoisement... au profit du grand capital* », et appelle les ouvriers de chez Chausson à « *recevoir* » les distributeurs de V.O. « *comme il convient, c'est-à-dire comme des ennemis* ». Elle leur demande également de dénoncer ceux des militants de *Voix Ouvrière* qui pourraient se trouver dans l'usine.

Appel à la violence, appel à la délation, voilà les procédés employés par ceux qui prétendent être les seuls à représenter la classe ouvrière.

Le 22 décembre 1961, la section Chausson du P.C.F. accuse les « *groupuscules d'organisation* », *Voix Ouvrière*, *Pouvoir Ouvrier*, *Socialisme ou barbarie*, de se servir de « *la liberté capitaliste* » pour détruire les organisations politiques ou syndicales des travailleurs, d'être des fils à papa tarés, etc.

Le 4 janvier 1962, *La renaissance* (section Chausson du P.C.F.) accuse ni plus ni moins *Voix Ouvrière* d'être responsable de la baisse de combativité des ouvriers de chez Chausson, et appelle les travailleurs à « *balayer ces polichinelles au service des patrons* ».

En mars 1961, *L'étincelle* (cellule Joseph Staline de la S.E.V., à Issy-les-Moulineaux) avait, elle aussi, attaqué violemment *Voix Ouvrière*, « *feuille anonyme, sale et répugnante* », mais toujours avec la même conclusion, qui est un appel à la violence : « *Il convient donc de les envoyer énergiquement déposer leurs ordures autre part que devant notre porte.* »

En novembre 1961, *Notre Presse*, organe du P.C.F. à l'imprimerie Desfossés, reprend le même thème. Le 9 décembre 1961, *Réalité*, journal du comité d'entreprise Desfossés, fait une « *mise en garde* » contre *Voix Ouvrière* et « *les feuilles émanant soit directement de services spécialisés du ministère de l'Intérieur qui s'assurent des complicités à l'intérieur des entreprises, soit de groupuscules au service du patronat, ou désireux de s'y mettre* ».

Pour la *Voix des Communistes* de la C.S.F. Guynemer, également à Issy-les-Moulineaux, la *Voix Ouvrière* est un journal provocateur, anonyme, à qui elle pose la question « *qui la finance ?* » (numéro de décembre 1961).

Pour *Le radar de la paix*, organe du P.C.F. à la C.S.F. de Malakoff, de novembre 1961, *Voix Ouvrière* sème la division.

Les Ondes Nouvelles, organe de la cellule Thomson du P.C.F., à Gennevilliers, trouvent « *dans cette feuille infâme qu'est "Voix Ouvrière", les mêmes calomnies que l'on trouve dans "l'Aurore" et "le Figaro"* ». Mais, sans doute pour nous rassurer, ce même bulletin affirme que « *le Parti Communiste Français mènera à bien cette tâche* » (unité des travailleurs, barrer la route au fascisme, améliorer les conditions d'existence), « *n'en déplaise aux tristes individus de "Voix Ouvrière"* » (14 décembre 1961).

Le 21 février 1962, les mêmes *Ondes Nouvelles* ont un ton beaucoup plus modéré pour accuser *Voix Ouvrière* d'avoir une « *orientation dangereuse* ».

Evidemment, Renault n'est pas épargné par les attaques des dirigeants du P.C.F. et de la C.G.T. contre *Voix Ouvrière*.

Le 31 octobre 1961, pour l'organe de la section du P.C.F., *L'écho des métallos Renault, Voix Ouvrière*, c'est le journal de la police ; et, le 14 décembre, « *sur un air de Jean Nocher* », le même *Echo des métallos Renault* parle au nom des travailleurs qui n'aiment pas recevoir de conseils de gens étrangers à l'usine et qui n'ont rien à voir avec la classe ouvrière.

Le numéro du 12 janvier du même journal accuse un ancien délégué de la C.F.T.C., désigné nommément, d'avoir fait circuler *Voix Ouvrière* (crime abominable !).

... ET LES ACTES

Toute cette campagne ne serait pas très grave, car il y a déjà pas mal de temps que les ouvriers sont très loin de prendre à la lettre les affirmations du P.C.F.

Mais les actes suivent.

Au début de janvier 1961, lors d'une diffusion de *Voix Ouvrière* à l'une des portes des usines Renault (département 18), une équipe de staliniens tombait à bras raccourcis sur les diffuseurs. A la diffusion suivante, les diffuseurs de *V.O.* s'étant fait appuyer par des ouvriers de l'usine, les staliniens, mobilisés pour s'opposer à la diffusion, n'intervinrent pas. Après deux diffusions renforcées en vue d'éviter les incidents, les attaques des staliniens cessèrent. Dans ce secteur, au mois de mai 1961, existèrent même des rapports cordiaux entre des militants communistes connus et des distributeurs de *Voix Ouvrière*.

Au début de juillet 1961, c'est devant les usines Chausson, à Asnières, que les staliniens commencèrent leurs attaques, en déchirant des *Voix Ouvrière* qu'ils avaient arrachées aux diffuseurs. Au milieu de juillet 1961, la diffusion de *Voix Ouvrière* devant l'usine Chausson a été perturbée par des groupes de staliniens qui ont engagé une bagarre sévère devant l'usine.

Au début d'octobre 1961, les staliniens ont tenté d'interdire la diffusion de *Voix Ouvrière* à l'imprimerie Desfossés.

C'est au début de novembre 1961 que les staliniens ont commencé à attaquer les distributeurs de *Voix Ouvrière* à la porte de l'usine SAVIEM, à Saint-Ouen. A partir de ce moment, devant cette entreprise, les staliniens attaquent systématiquement les diffuseurs, à chacune des distributions de *Voix Ouvrière*. Ceux-ci sont, malgré tout, toujours revenus régulièrement, bien qu'à chaque fois des coups furent échangés.

Chez Renault, récemment, un groupe de staliniens, ayant à sa tête les dirigeants du syndicat C.G.T. Renault, arrachèrent les tracts et poursuivirent les distributeurs de *Voix Ouvrière*.

Chez Berliet, à Lyon, les staliniens ont aussi agressé les diffuseurs de *Voix Ouvrière*, qui furent délogés par l'intervention de plusieurs ouvriers.

Les attaques du P.C.F. ne se limitent pas à *Voix Ouvrière*. Qu'on se rappelle les attaques violentes dirigées contre les organisations qui avaient pris l'initiative de la manifestation des jeunes le 27 octobre 1960 ! Mais, depuis quelques mois, le P.C.F. s'en prend à toutes les formations qui tentent d'exprimer un point de vue ouvrier dans les entreprises.

Chez Lavalette, à Saint-Ouen, les diffuseurs de *Correspondance Ouvrière* ont eu à subir les mêmes attaques de la part des staliniens. Dans cette entreprise, ils mirent en cause le secrétaire du syndicat F.O., Daniel Renard, qu'ils couvrirent de calomnies.

De la même façon, chez FAR, à Lyon, ils voulurent s'opposer, mais là aussi sans succès, à la diffusion de *Correspondance Ouvrière*.

CHEZ LAVALETTE (SAINT-OUEN)

« *La liberté d'opinion de chacun, reconnue à la C.G.T.* », lit-on dans le tract diffusé par cette dernière le 21 février 1962 à la SAVIEM, « *ne signifie pas, pour autant, le droit de mener une politique antiouvrière au sein de notre organisation, ce qui serait contraire à sa mission de défendre les intérêts des salariés.* »

Ces lignes, qui tentent de justifier les violences et les calomnies, ne sont que camouflages et mensonges. Nous allons en faire la preuve.

Le 1^{er} décembre, le « Comité du Parti de la SAVIEM », s'adressant aux ouvriers de l'entreprise les appelle à « Imposer le silence à la Voix Ouvrière », qui, « pour entraver la lutte des ouvriers »... condamne les grèves tournantes. « Là aussi », poursuivent les auteurs du libelle, ils jouent leur rôle de flics... La lutte par atelier, c'est une forme qui a été trouvée par les ouvriers eux-mêmes. C'est le moyen de gêner le patron aux moindres frais pour l'ouvrier. Cette lutte est payante. »

Combien payante, c'est ce que nous montre ce tract de la C.G.T., diffusé à l'usine Lavalette le 23 février 1962 :

« Ce qui devait arriver, arriva. A la suite des conditions de reprise du travail des ouvriers du réglage des pompes, il s'avère que la direction ne reprend que 14 ouvriers sur 28 en grève. Les 14 autres seront déplacés à A 21, 23 et 24 pendant 15 jours à trois semaines... La direction espère, en déplaçant quelques camarades, briser l'unité. Cette manœuvre, les travailleurs de A 22 l'ont parfaitement comprise, et sont bien décidés à ne pas l'accepter sans lutter. Cependant, les travailleurs du réglage des pompes ne veulent pas se montrer « têtus » et veulent tenter une expérience. Forts de l'assurance de M. Bazilot qu'aucune sanction ne sera prise contre eux, les ouvriers de A 22 décident de reprendre le travail le vendredi 23 février, en tablant sur la parole de la Direction. Ils souhaitent sincèrement voir les paroles et les actes de la Direction se marier le plus tôt possible » (sic).

Les choses deviennent claires. Précisément, le 18 février, Daniel Renard, secrétaire de la section F.O. de chez Lavalette, s'était élevé, dans le cadre des accords d'unité d'action qui sont pratiqués couramment à l'usine, contre la lutte par ateliers, qui ne pouvait amener les ouvriers de l'atelier A 22 qu'au désastre. Renard avait proposé, en opposition à la C.G.T., la grève de toute l'usine pour aider les travailleurs de cet atelier, en grève depuis près de trois semaines. Le 22 février, les staliniens, sur l'ordre du P.C.F., diffusent le tract calomniateur contre Renard. Le 23 février, tandis que Renard diffuse sa « lettre ouverte aux travailleurs de Lavalette », la C.G.T. distribue ce tract, déjà cité par nous, où on lit encore :

« Travailleurs, vos camarades de l'atelier A 22 reprennent le travail aujourd'hui après trois semaines de grève. C'est grâce à l'action de ces travailleurs que la Direction parle de réviser les salaires. Mais rien n'est encore décidé. C'est l'action de tous qui obligera la Direction à faire vite et mieux ! »

Avec leur cynisme habituel, les staliniens tentent de transformer en victoire la défaite qu'ils ont organisée eux-mêmes. Les travailleurs de A 22, engagés dans une lutte sans issue, doivent rentrer sans avoir rien arraché, contraints par la C.G.T. à quémander le bon vouloir de la Direction.

Payantes, les grèves tournantes par ateliers ? La C.G.T. se répond à elle-même :

« La C.G.T. vous appelle à aider les travailleurs qui n'ont touché, depuis trois semaines, que ce que vous leur avez donné vendredi, c'est-à-dire 40,00 NF chacun. Nous vous demandons de prendre conscience de la situation de ces travailleurs et de leurs familles. Aujourd'hui, il faut faire plus encore. Versez tous ce soir aux portes. »

Il nous faut ici revenir d'un mois en arrière :

Chez Lavalette, la direction licencie et s'oppose aux revendications des travailleurs. Cependant les syndicats C.G.T. et F.O. pratiquent l'unité d'action. D'autre part, un comité antifasciste a été organisé, et Renard, sans engager le syndicat F.O. qu'il dirige, y avait adhéré. Si, comme la plupart des comités antifascistes, le comité Lavalette ne regroupait qu'un petit nombre de militants, il avait au moins une particularité, celle de réunir des syndiqués C.G.T. et Force Ouvrière. C'est alors que, le 24 janvier 1962, le P.C.F. diffuse un tract dénonçant « le militant bien connu de l'atelier 51, Renard ». Ce tract, qui expose les positions actuelles du P.C.F., mérite d'être analysé. Il permettra de comprendre les motifs véritables de la campagne antitrotskyste engagée par l'appareil stalinien. On y lit :

« Guy Mollet s'oppose à cette union (de toutes les forces démocratiques) et fait aussi le jeu des fascistes. C'est dans le même sens qu'agit « Correspondance Ouvrière » en avançant le mot d'ordre « fascisme ou socialisme » ».

Incroyable audace des staliniens, qui expliquent que Mollet avance le mot d'ordre « fascisme ou socialisme » ! Le « socialisme » de Mollet, qui confère avec Pinay, n'est-il pas le côté pile de la pièce, dont le côté face est le « communisme » de Frachon, qui a signé l'« Appel des cent Résistants » avec le député U.N.R. Vandermersch ?

Et le tract continue :

« La question est ainsi posée pour dérouter les antifascistes. Le problème posé est démocratie ou fascisme. C'est là que s'opère le plus large rassemblement. On peut citer, à titre d'exemple, l'appel des cent personnalités de la Résistance, où, à côté des communistes, figurent des personnes qui sont très loin de l'idéal des communistes. On y relève, par exemple, le nom de Benoît Frachon à côté de Claude Bouchinet-Sereuilles. Les travailleurs de Lavalette comprendront mieux quand ils sauront que ce dernier est membre du conseil d'administration de Lavalette. »

Effectivement, les travailleurs de l'Atelier A 22 (Lavalette), contraints par M. Bouchinet-Sereuilles, membre du conseil d'administration, co-signataire de l'« Appel des Cent », de rentrer sans avoir rien obtenu de leurs justes revendications, sont à même de mieux comprendre la politique de Frachon-Thorez. Si l'on admet, comme l'affirment, à juste titre, les auteurs

du tract, que « le gouvernement ne montre sa force que contre les démocrates », et que « l'audace des fascistes n'a d'égale que la faiblesse du pouvoir gaulliste », il est nécessaire de conclure que les députés U.N.R. Vanderersch et Leygues, pas plus que l'exploiteur des travailleurs de Lavalette, tous fermes soutiens du pouvoir gaulliste, ne peuvent être rangés dans le camp des « démocrates ». Mais alors, comment les dirigeants stalinien peuvent-ils affirmer défendre la « démocratie » en signant « l'appel des cent » avec les susdits députés et patrons gaullistes ? De deux choses l'une : ou de Gaulle, les députés U.N.R. et le grand capital, dont Bouchinet-Sereuilles est l'un des représentants, sont des « démocrates », ou ils ne le sont pas. Si le P.C.F. se félicite de « l'union » réalisée avec eux, c'est donc qu'il les range dans le camp de la démocratie. Faut-il en conclure que le P.C.F. se range dans le camp de de Gaulle « dont le pouvoir personnel ouvre la voie au fascisme » ? Contradictions inextricables, dont le P.C.F. ne peut sortir qu'en calomniant les révolutionnaires, auxquels il veut « imposer le silence ».

CRITIQUES INTOLÉRABLES

LES GRÈVES TOURNANTES

Les « groupuscules » qui osent critiquer la « géniale » politique des grèves tournantes, ce sont eux les « diviseurs ». Mais, quand cette politique a fait faillite, c'est encore la faute aux « diviseurs », à qui on essaie de faire endosser la responsabilité de l'échec. Chausson, à qui on fait courir le marathon des grèves tournantes, s'est essouffé pour des résultats bien déplorables. Pour la *Renaissance*, bulletin du P.C.F. Chausson, c'est la faute à *Voix Ouvrière* qui critique les grèves tournantes !

Cette minuscule et ignoble feuille qui a nom *Voix Ouvrière* aurait-elle eu raison de la combativité extraordinaire des ouvriers de chez Chausson, à la tête de plusieurs centaines de débrayages ?

Ou bien, n'est-ce pas plutôt cette politique de débrayages limités et dispersés qui a eu raison de la combativité des ouvriers ?

Le radar de la paix, organe du P.C.F. à la C.S.F.-Malakoff, dit que, depuis l'instauration du pouvoir gaulliste, les luttes sont devenues beaucoup plus difficiles, et que les travailleurs ont trouvé et utilisent des formes nouvelles d'actions, grèves tournantes, etc.

C'est oublier, entre autres choses, que les grèves tournantes ont été lancées par le P.C.F. dès 1955, trois ans avant la V^e République.

Mais le P.C.F. se garde bien de faire le bilan de ses luttes : de ce qui a été obtenu (salaires, congés, etc.), et de ce qui a été perdu (pertes de salaires et de primes, mises à pied, licenciements, et surtout démolition des travailleurs).

LE CONFLIT ALGÉRIEN

Sur le grave problème algérien, les « groupuscules » ont eu aussi l'audace de critiquer la position du P.C.F. Aujourd'hui, ce dernier clame à qui veut l'entendre que, seul, depuis 1954, il s'est opposé à cette guerre. Or les faits démontrent que son opposition a été purement verbale.

Mais, diront certains, que pouvait faire le P.C.F., qu'aurait fait à sa place ceux qui prennent la position confortable de critiquer ?

Le P.C.F. aurait pu faire beaucoup, si cela avait correspondu à sa politique ; mais il y a au moins trois choses qu'il aurait pu s'abstenir de faire.

En mars 1956, il aurait pu refuser de voter les pouvoirs spéciaux à Guy Mollet, ce qui permit, notamment, l'envoi du contingent en Algérie.

En mai 1958, il aurait pu s'abstenir de voter, avec l'unanimité du parlement, des félicitations à l'armée de Massu-Salan. Ce vote a considérablement facilité l'accession de de Gaulle au pouvoir.

En octobre 1960, il aurait pu s'abstenir de s'opposer à la tentative des jeunes de faire eux-mêmes quelque chose en organisant des manifestations de rues.

Dire cela, c'est être un flic. Et le journal qui l'écrit est un torchon. Mais, comme l'écrivait *Voix Ouvrière*, il y aura encore besoin de beaucoup de torchons pour essuyer les saletés du P.C.F.

*
**

Comme les arguments politiques sont pauvres et se limitent à des affirmations injurieuses, il faut au P.C.F., pour défendre sa politique, jeter le discrédit sur les autres formations. De l'injure, on passe à la calomnie : ces journaux, ceux qui les distribuent, sont payés par les patrons, subventionnés par la police. Et, chaque fois qu'il les attaque, le P.C.F. interroge : qui finance ?

Misérable argument. Car enfin, ceux qui posent ces questions savent à combien revient un bulletin ronéotypé : environ 1,30 à 1,40 ancien franc la feuille.

Alors, dans une entreprise de 1.500 ouvriers, quand 500 papiers sont distribués, cela fait environ 7 NF.

Jeter la suspicion sur ses adversaires, cela est plus facile que de discuter leurs arguments.

L'ANONYMAT

Mais là où le P.C.F. triomphe, c'est quand il reproche à certaines feuilles leur « anonymat ».

Car, au P.C.F., on milite à visage découvert. C'est vrai, parce qu'on est devenu le « premier parti de France », et qu'on est toléré par la bourgeoisie, à qui on rend, de temps en temps, le service du « *Produire d'abord* » (1944-1947), ou du vote des « *pouvoirs spéciaux* », et, en permanence, celui de démoraliser les travailleurs.

Il fut un temps où, dans les entreprises, il valait mieux ne pas afficher son appartenance au Parti Communiste. Que signifie cette accusation, que l'on voudrait insultante, d'anonymat ?

Que, si un bulletin est édité par des militants ouvriers révolutionnaires sans respecter toutes les formes de la légalité bourgeoise, c'est d'abord une question de rapport des forces.

Les bons apôtres de la légalité bourgeoise stigmatisent la diffusion des publications révolutionnaires qui ne se fait pas au grand jour. Mais que font d'autre les grandes organisations, qui se glorifient de plusieurs centaines de mille adhérents ? Elles non plus ne peuvent pas diffuser ouvertement leurs papiers à l'intérieur des entreprises. Car, la plupart du temps, les règlements intérieurs des entreprises, qu'elles ont contribué à élaborer au beau temps où elles se croyaient invulnérables, interdisent toute distribution de tract ou publication à l'intérieur des entreprises. Comme les « *groupuscules* », elles sont réduites à distribuer leurs papiers à la porte des usines.

Les prétendus groupuscules ne signent pas leurs écrits ? Cela n'est pas toujours vrai. Mais les grandes organisations signent-elles toujours les leurs ? Elles portent mention du sigle de leur organisation comme les petites organisations révolutionnaires portent mention du leur.

Ceux qui vitupèrent contre le soi-disant anonymat des publications révolutionnaires seraient fort heureux que les militants des « *groupuscules* » soient assez stupides pour donner une prise légale à leur propre anéantissement. Ainsi seraient-ils débarrassés à bon compte de critiques judiciaires, mais parfois fort gênantes pour eux.

LES INTELLECTUELS PROLÉTARIENS

Une autre accusation qui est souvent portée contre les publications révolutionnaires, c'est qu'elles sont diffusées à la porte des usines par des éléments étrangers à l'usine.

C'est vrai que, pour donner moins de prise à la répression patronale, des ouvriers d'une usine font parfois distribuer leur matériel par des camarades d'une autre entreprise, tandis qu'ils vont, eux, diffuser dans d'autres usines.

Cela n'est d'ailleurs pas sans risques ; car, si le patron peut difficilement repérer les distributeurs, la police, elle, bien souvent s'emploie à les pourchasser.

Il est vrai aussi que les diffuseurs sont souvent de jeunes lycéens ou étudiants. Les organisations révolutionnaires qui savent intéresser la jeunesse intellectuelle au combat du prolétariat sont fières d'établir ainsi une liaison concrète entre les ouvriers et les intellectuels.

Ceux qui tentent de rabaisser ces jeunes intellectuels en les traitant de gosses, de fils à papa, et en osant prétendre qu'ils sont payés par le patronat et même la police, devraient avoir honte d'afficher ainsi leur mépris pour la jeunesse militante, et prendre exemple sur elle en ce qui concerne la lutte contre la guerre d'Algérie.

L'AMALGAME

L'amalgame est une panacée bien connue des staliniens. Le point de départ consiste à affirmer que les gens qui critiquent le « *parti* » « *font le jeu* » de la réaction et du fascisme. Qu'est-ce que la réaction, qu'est-ce que le fascisme ? Les staliniens se gardent bien de l'expliquer avec précision, car cela leur permet de jeter dans le panier des « *réactionnaires* » et des « *fascistes* » tous ceux qui ont une opinion différente de la leur.

A partir de ce moment-là, les fascistes, les trotskystes, les anarchistes tous ces gens font partie de la même équipe. Vraiment les staliniens ne se fatiguent pas les méninges. Drôle de façon d'éduquer le prolétariat, que d'assimiler tout en un, les fascistes, qui sont avant tout nationalistes et qui nient la lutte des classes, avec les anarchistes et les trotskystes, qui sont avant tout internationalistes, et qui, dans la lutte des classes qui est imposée aux opprimés, prennent franchement parti pour les opprimés.

Cet amalgame, on le répand en caricaturant la réalité de la façon la plus grossière.

L'écho des métallos Renault, organe du P.C.F., écrit, le 12 janvier 1962 :

« *Le groupuscule néo-nazi intitulé "Parti national syndicaliste" (celui de Hitler s'appelait, lui, "national-socialiste")... prétend maintenant distribuer régulièrement ses torchons aux portes des usines... Il est trop simple de s'élever contre la misère et l'injustice sociale pour se faire passer pour des amis des travailleurs. La "Voix Ouvrière" y avait déjà pensé.* »

Misérable amalgame, qui tend à faire croire que le « *Parti national syndicaliste* » (que de confusions pour un seul titre !) puisse se rapprocher de la *Voix Ouvrière*.

Le Parti national syndicaliste, inconnu des travailleurs, n'existe que par ses prises de position nationalistes et favorables à l'association capital-travail. Exactement le contraire de *Voix Ouvrière*, qui est internationaliste et qui défend le point de vue de classe des ouvriers. Pour s'en rendre compte, il suffit de savoir lire. Mais les staliniens, qui spéculent volontiers sur le manque d'information de leurs lecteurs, affichent, pour leur part, un chauvinisme national à faire pâlir les plus ardents fascistes ; ils savent

volontiers s'allier avec les éléments de la bourgeoisie la plus réactionnaire (de Gaulle en 1945, Bidault et le C.N.R. en 1942) sous le prétexte de rénover la démocratie des capitalistes ; ils savent, éventuellement, utiliser ces méthodes qui ont fait dire à certains sociaux-démocrates qu'« *auprès de Staline, Hitler n'était qu'un boy-scout* ».

Hélas, mille fois hélas, l'histoire est là pour confirmer ce qui pourrait n'apparaître que comme de grossiers mensonges.

En U.R.S.S., toute une génération de révolutionnaires brisée, anéantie pour n'avoir pas voulu se soumettre à l'appareil. Le plus dur de tous, le plus récalcitrant, Léon Trotsky, sauvagement assassiné en exil au Mexique. La liste des crimes de Staline est très, très longue. Mais il ne suffit pas à Khrouchtchev de le reconnaître pour faire oublier ses propres crimes, et le plus grand de tous, jusqu'à ce jour, l'assassinat de la Hongrie révoltée.

L'amalgame, on le rencontre de nouveau à la SAVIEM, quand, dans un tract diffusé par les cellules du P.C.F. le 19 février 1962, on lit :

« *Qui sont ces trotskystes ? Actuellement, un ramassis d'individus douteux constitué de groupuscules qui ne manquent pas d'argent. On y trouve, à côté de quelques jeunes qui se laissent influencer, des fascistes authentiques, tel Jourdan, ancien membre du P.P.F. de Doriot, et un certain Lambert, personnage aussi douteux, et qui dirigeait le groupe devant l'usine. La collusion entre trotskystes et fascistes a toujours existé. La preuve en est que le fasciste Guinot, bien connu à Saint-Ouen, se trouvait (comme par hasard) à proximité de l'usine ce matin-là.* »

Le style N.K.V.D. a si profondément marqué l'auteur du tract (toute cette campagne est menée sous la direction personnelle d'Étienne Fajon, directeur de *L'Humanité*), qu'il lui est impossible de dépouiller le vieil homme. Il va sans dire que le trotskyste Pierre Lambert, militant ouvrier depuis 1935, ne connaît ni d'Eve ni d'Adam les individus dont parle Fajon. Notre camarade Lambert adresse au stalinien Fajon l'expression de son plus parfait mépris.

CHANTAGE

La presse et la radio aux ordres du grand capital et de son état n'ont pas manqué d'utiliser ces incidents pour alimenter leur campagne anticommuniste.

Les staliniens en profitent pour essayer d'établir une liaison entre les groupes révolutionnaires et la presse de droite. Si cette presse relate des incidents qui se sont passés à la porte des usines, ce ne peut être que pour soutenir les militants révolutionnaires et combattre les soi-disant communistes. Voilà leur argument. Pour les staliniens, il faudrait que les militants révolutionnaires se taisent, il faudrait qu'ils se fassent insulter, qu'ils reçoivent des coups sans rien dire, et il faudrait, en plus, qu'ils se débrouillent pour que ça ne fasse pas de bruit, que ça passe inaperçu...

Mais si eux, les staliniens, font tout ce bruit, c'est dans un but bien précis.

Ils savent que les militants révolutionnaires répugnent aux méthodes de violence à la porte des usines ; ils savent que ces derniers répugnent également à trouver des avocats bénévoles auprès de certaines catégories de représentants de la bourgeoisie. Alors, ils orchestrent une campagne dont le but est de faire croire aux ouvriers que la simple existence des groupes révolutionnaires permet à la bourgeoisie de mener une campagne antiouvrière. C'est vrai que la bourgeoisie se réjouit de voir des militants se heurter physiquement à la porte des usines. Les staliniens font du chantage. Ils disent à peu près ceci aux révolutionnaires : « *Votre simple existence permet à la bourgeoisie de se réjouir de la désunion ouvrière* ». Les révolutionnaires leur rétorquent : « *Cessez les calomnies, cessez les violences, et la bourgeoisie n'aura pas à se réjouir de bagarres entre militants ; mais, au contraire, elle aura à craindre notre union dans la démocratie* ».

Cette forme de chantage a fait long feu. Pendant trop longtemps, d'authentiques révolutionnaires ont préféré subir les calomnies, les mensonges, les violences et la mort, pendant trop longtemps, ils ont accepté de s'accuser eux-mêmes des crimes et des erreurs des autres, plutôt que de laisser apparaître la faiblesse et la pourriture de leurs organisations. Les « procès de Moscou » (1936-37-38) étaient basés, entre autre chose, sur ce chantage. Aujourd'hui, les révolutionnaires veulent dire ce qu'ils pensent, parce que c'est leur droit, et le droit de tout ouvrier. Ce droit, ils se battent pour le faire respecter. Si, en premier, ce sont les staliniens qui leur contestent ce droit, c'est, en premier, contre les staliniens qu'ils le défendront.

REVIREMENT ?

L'affaire de la SAVIEM a fait quelque bruit. Au-delà de celui de quelques poubelles résonnant lugubrement sur un trottoir de Saint-Ouen, c'est la protestation grandissante de la démocratie ouvrière offensée et bafouée qui s'est fait entendre. La lettre ouverte adressée par des militants syndicalistes à Benoît Fraçon a amplifié l'écho de cette protestation.

Au point que ce dernier, dans un article de *L'Humanité* du 10 mars 1962, « *se permet... d'attirer l'attention des travailleurs et des militants sur des manœuvres de diversion qui ne sont pas nouvelles* » et les invite à « *ne pas tomber dans le panneau* ». Pour le secrétaire général de la C.G.T., les militants révolutionnaires sont « *des équipes... qui s'efforcent de créer le trouble* ». Et il ajoute : « *Ceux qui font cette triste besogne doivent être démasqués politiquement et, d'une façon impitoyable, leurs buts dévoilés. Ne leur donnez en aucun cas la satisfaction des bagarres qui aboutiraient* ».

à dresser des ouvriers les uns contre les autres et à les détourner du véritable combat. Nos ennemis sont l'O.A.S., le patronat, le pouvoir qui le soutient ».

Cette déclaration constitue un premier succès dans la lutte pour la démocratie ouvrière. La réprobation des violences et des calomnies oblige le secrétaire général de la C.G.T. à délimiter les militants révolutionnaires, et à ne pas les assimiler à « l'O.A.S., au patronat et au pouvoir qui le soutient ». C'est un coup de frein sérieux à la campagne stalinienne, qui, dans de nombreux tracts et journaux, traitait les militants révolutionnaires d'O.A.S., de fascistes, d'agents du patron (payés par eux) et du pouvoir (autrement dit, de flics). La réprobation des violences et des calomnies oblige également Benoît Frachon à désavouer les violences à la porte des usines.

La déclaration de Frachon sera-t-elle suivie d'effet ? Ou bien est-elle simplement rédigée pour le communiqué et par pure hypocrisie ?

Benoît Frachon pourra désormais faire état de ses déclarations pour mener ses pourparlers d'unité avec les leaders d'autres organisations.

Mais si sa déclaration, volontairement équivoque, lui permet de se disculper devant les représentants d'autres organisations, elle lui permet aussi de couvrir les agissements de certains dont il « comprend parfaitement l'indignation ».

Ce n'est donc que si les militants révolutionnaires et l'ensemble des travailleurs sont capables d'intensifier leur lutte pour le respect de la démocratie ouvrière, que les déclarations de Frachon pourront servir à assainir le climat de liberté et d'unité au sein du mouvement ouvrier. Un communiqué de la fédération des métaux C.G.T. de la Seine reprend les arguments de Frachon en les interprétant. Si, comme Frachon, la fédération des métaux renonce aux bagarres aux portes des usines, non parce qu'elle les réprouve, mais pour « ne pas tomber dans le panneau de la provocation », elle insiste lourdement sur la nécessité de « dénoncer les diviseurs ».

Qu'est-ce que cela veut dire ?

Est-ce que cela signifie que le P.C.F. va, désormais, se contenter de mener une campagne politique honnête pour dénoncer les critiques des minorités révolutionnaires ? Ou bien ces dénonciations vont-elles perfidement viser à évincer les militants révolutionnaires des syndicats C.G.T., et, si possible, des entreprises ?

Le ton des tracts et des écrits des staliniens reste loin d'être modéré. Les épithètes de flics, de diviseurs, continuent à être monnaie courante.

Mais la chasse aux « diviseurs » est ouverte. Dès maintenant, des demandes d'exclusion et des exclusions de la C.G.T. s'abattent sur des travailleurs, simplement soupçonnés d'appartenir à une tendance révolutionnaire, ou d'avoir ouvertement condamné les violences staliniennes à la porte des usines. Les dénonciations personnelles, faites publiquement, visent à attirer l'attention des directions patronales sur certains militants

révolutionnaires, en vue de leur donner des arguments pour les faire licencier. On sait que la diffusion de toute publication est interdite à l'intérieur des entreprises. Accuser un travailleur de diffuser un tract baptisé fasciste ou diviseur, c'est là un moyen facile pour éliminer un militant révolutionnaire. Si la direction n'intervient pas, on accuse ce militant d'être « protégé » par elle. Si la direction le licencie, les staliniens sont débarrassés d'un gêneur.

Les méthodes ne manquent pas, dans l'arsenal de la crapulerie stalinienne, pour éliminer les tendances révolutionnaires.

Seules, la vigilance et l'action persévérante peuvent imposer le respect de la démocratie au sein du monde du travail.

POUR LA DÉMOCRATIE OUVRIÈRE

Nous savons tous que la démocratie pure est une mystification dans une société dominée par la lutte des classes. En fait, ce que les classes dirigeantes camouflent sous le vocable de démocratie, c'est leur propre dictature.

Mais cette dictature est plus ou moins souple, selon qu'elles ont plus ou moins de moyens.

Dans les périodes difficiles du régime capitaliste, la démocratie cède de plus en plus le pas à la dictature ouverte.

En face d'une montée des forces réactionnaires et fascistes, les travailleurs doivent se serrer les coudes et agir avec ensemble. Pour cela, la condition indispensable, c'est le respect de la démocratie au sein du mouvement ouvrier.

« Paix entre nous, guerre aux tyrans »

dit une strophe du chant des travailleurs, « l'Internationale ». Mais les staliniens ont renié ce chant. Comme s'ils en avaient honte, ils ont repris le vieux chant des Versaillais, la Marseillaise, aux accents de laquelle on assassina 30.000 communards en 1871.

L'U.R.S.S. s'est affublée d'un hymne national, et a renié « l'Internationale », qui, sur les barricades, était devenue le chant des travailleurs du monde entier. Devant la SAVIEM, ce sont les militants des « groupuscules » qui entonnèrent « l'Internationale » ; et, dans les manifestations anti-O.A.S., ce sont encore eux qui entonnent l'hymne des travailleurs, tandis que les staliniens ne manquent jamais une occasion de prouver leur esprit de conciliation avec la bourgeoisie au son d'une « vibrante Marseillaise ».

Mais la démocratie, cela signifie, avant tout, le droit pour les minorités de s'exprimer. La démocratie impose aux minorités de respecter les décisions de la majorité, mais elle ne leur impose nullement de se taire. Or les staliniens pratiquent la démocratie à leur manière, et selon leur intérêt. Pour eux, on a le droit de ne pas penser comme eux, mais on ne doit pas le dire. Voilà une attitude « démocratique » qui ressemble étrangement à de la dictature.

Mais les staliniens vont plus loin. On n'a pas le droit d'exister en dehors d'eux. Le simple fait, lorsqu'on n'est pas entièrement d'accord avec eux, de se montrer, par exemple en diffusant un tract à la porte d'une usine, c'est de la provocation. La simple vue de gens qui expriment un point de vue différent du leur importune Messieurs les staliniens. Eux, qui traitent les militants révolutionnaires de fascistes, se prennent pour les supermens qui ont, seuls, le droit de faire connaître (ou plutôt d'imposer) leur point de vue.

Seuls, ceux qui visent à maintenir l'exploitation et l'asservissement du monde du travail ont intérêt à juguler la démocratie ouvrière.

Cette démocratie, les travailleurs ont besoin de la faire respecter, pour ne pas sombrer dans l'asservissement de la dictature fasciste. Si, dans cette lutte, les staliniens se montrent au premier rang des adversaires de la démocratie ouvrière, les travailleurs n'ont d'autre voie que de s'opposer à eux.

Les militants révolutionnaires qui, à la porte des usines, distribuent leurs publications, malgré les injures, malgré les mensonges et les calomnies, malgré les coups, sont à l'avant-garde de la lutte pour la démocratie ouvrière.

De nombreux ouvriers se sont indignés des méthodes staliniennes ; des militants de toutes tendances ont fait connaître publiquement leur désapprobation pour de telles méthodes.

Une campagne est engagée pour le respect de la démocratie ouvrière. Elle doit se développer, s'intensifier.

Les premiers échos de cette campagne n'ont pas seulement montré que de très larges couches de travailleurs n'acceptaient pas le totalitarisme, quelles que soient les formes qu'il prenne ; mais ils ont aussi donné confiance à de nombreux travailleurs, qui se sentent appuyés par la campagne « pour la démocratie ouvrière », et qui expriment ouvertement leur point de vue.

Nous terminerons par un exemple, recueilli aux usines Renault.

Un stalinien, au milieu d'un groupe d'ouvriers, se vante qu'« il fera sa fête » au premier qui lui montrera une *Voix Ouvrière*. Calmement, un ouvrier sort trois numéros de *Voix Ouvrière*, lui en donne un, et distribue les deux autres.

Inutile de dire que le stalinien « s'est écrasé ». De même que « s'est écrasé » cet autre stalinien qui, venu insulter un militant ouvrier à sa machine, s'est vu gratifier d'un crachat en plein visage.

Ne pas céder à l'intimidation, c'est la condition du respect de la démocratie ouvrière et du respect de sa dignité d'homme.

Le 24 mars 1962.

LA VÉRITÉ.
LUTTE DE CLASSE.

ANNEXES

UNE SINGULIÈRE « VOIX OUVRIÈRE »

(extrait de « La voix du P.O. » — organe de la cellule Péri-SAVIEM du P.C.F. — de novembre 1961, diffusé le 21 novembre.)

DEPUIS quelque temps, des étrangers à l'usine distribuent à la porte un bulletin intitulé « Voix Ouvrière » (sic). Quelques attaques de façade contre la Direction d'une manière volontairement inefficace.

Cette « Voix Ouvrière » bave sur les délégués jugés incapables, sur les syndicats, sur les organisations démocratiques. Elle critique les débrayages, les actions des travailleurs.

Dans le numéro 3 de ce torchon, le comble de l'ignominie (mais aussi de la bêtise) est atteint lorsqu'il est dit que : « le militant C.G.T. qui serait opposant serait dénoncé au patron ou à la police. Cela s'est vu » !

... Ce qui s'est vu, c'est récemment 2 militants de la C.G.T. arrêtés à la porte par les flics, chose qui ne risque guère d'arriver aux distributeurs de la « Voix Ouvrière », car ils sont trop utiles aux policiers et aux patrons en tentant de brouiller les idées des travailleurs.

Ceux-ci ont pu, à la rigueur, être abusés au premier numéro, mais ils savent à présent à qui ils ont affaire : à des provocateurs qui tentent avec leurs quelques complices dans l'usine de pousser à des actes irréparables lors des mouvements.

De tous temps, contre les Syndicats ou notre Parti, on a utilisé cette arme qui se veut de choix : les opposants gauchistes, trotskistes, etc., les artisans du « tout ou rien » qui, en fait, n'ont aucune responsabilité. Leur seul but est d'affaiblir par leurs attaques le mouvement ouvrier, en calomniant les organisations syndicales et démocratiques.

La plupart des travailleurs y voient clair. Certains ont dit leur fait à ces gens-là, à la porte, jeudi dernier. Ils sauront accueillir comme il convient la prochaine fois, ces agents du patronat, qui ne sont ni plus ni moins que des fascistes camouflés (bien mal !).

POURQUOI CHASSER LES PROVOCATEURS

(extrait du « Réveil syndical » — édité par les organisations syndicales C.G.T. de la SAVIEM - Saint-Ouen — de décembre 1961.)

LES travailleurs de la SAVIEM se sont aperçus mercredi 22 novembre, à l'entrée du matin, qu'un nombre important d'ouvriers ont chassé ces énergumènes qui distribuaient, à la porte, le torchon qui ose s'intituler « Voix Ouvrière ».

Ils se demandent pourquoi ? Une mise au point est à faire.

1° Ce sont des diviseurs de la classe ouvrière, car, sous pseudo-figure de syndicaliste, leur travail de critique sert à démobiliser et à démoraliser les travailleurs.

2° Par les propos calomnieux envers la C.G.T. et les délégués, qu'appuient les patrons de la SAVIEM, ils voudraient démolir notre syndicat.

Nous les dénonçons comme des provocateurs, nous les avons vus à l'œuvre, il y a peu de temps à l'usine, essayant de monter d'honnêtes travailleurs et les poussant à en venir aux voies de fait envers la direction, en pensant par ces actes faire licencier des militants dévoués à la classe ouvrière. Malheureusement, dans une mesure, ils sont arrivés à leurs buts, puisque de nombreux travailleurs des chaînes ont été licenciés malgré la lutte acharnée des délégués.

Nous demandons aux ouvriers de la SAVIEM de chasser comme ils le méritent ces provocateurs et nous les appelons à les corriger dès qu'ils viendront redistribuer ce torchon dont nous demandons par quel organisme leur vient l'argent.

IMPOSER LE SILENCE A LA VOIX OUVRIÈRE

(tract distribué le 1^{er} décembre 1961 à la SAVIEM

— portant en tête « P.C.F. Fédération de Seine-Ouest, Comité de parti de la SAVIEM ».)

MERCREDI matin, une fois de plus, la « Voix Ouvrière » s'est présentée à la porte de l'usine. Cette fois, les travailleurs ont interdit à ce torchon d'être distribué.

.....

Ceux qui parlent à tout propos, et hors de propos, de grève générale, font justement cela pour entraver la lutte des ouvriers ; là aussi, ils jouent leur rôle de flics.

C'est la division qui a poussé les ouvriers à s'unir dans les usines, à rechercher les formes d'action pour atténuer la dure exploitation dont ils sont victimes.

La lutte par atelier, c'est une forme qui a été trouvée par les ouvriers eux-mêmes. C'est le moyen de gêner le patron aux moindres frais pour l'ouvrier.

Cette lutte est payante, il n'est pas de meilleur exemple que le mouvement partiel des ouvriers de l'entretien pour les bleus de travail.

Ces courageux qui n'osent pas dire leur étiquette, que proposent-ils aux travailleurs comme solution : rien ou la provocation, comme le montre le comportement de quelques éléments provocateurs lors de l'action des travailleurs de la SAVIEM, ce qui a valu le renvoi de certains ouvriers.

Camarades, prenez garde à ce poison qui est jeté pour semer la méfiance envers notre parti et la C.G.T., pour vous décourager. Et sous un verbiage révolutionnaire, créer les conditions pour qu'aucune action ne se déroule plus dans l'usine. En fait, selon le fameux dicton, « A qui profite le crime », cela arrangerait bien la Direction patronale et détournerait les travailleurs de la SAVIEM de leur lutte contre le pouvoir des banques.

A d'aucuns qui penseraient que nous devrions répondre à ce torchon, nous répondrons qu'il y a des tâches plus urgentes, plus importantes pour notre Parti, en premier lieu, la lutte pour les revendications et la paix.

La meilleure réponse à donner à ces fascistes camouflés, Camarades, c'est d'adhérer à notre Parti, vous y jugerez sur place la politique de notre Parti qui est la seule voie juste, et de la démocratie qui y règne.

P.-S. — Nos tracts à nous sont payés avec les cotisations et tout ce que nous collectons comme argent parmi les ouvriers.

Faut-il poser la question : « Qui paie le petit torchon que l'on fait distribuer devant la SAVIEM ? »

LA VOIX OUVRIÈRE SOUS SON VRAI VISAGE

(tract distribué à la SAVIEM le 29 janvier 1962, signé « Le Comité de Parti SAVIEM ».)

PÉRIODIQUEMENT se présentent à la porte de l'usine des inconnus distribuant une feuille anonyme s'intitulant « Voix Ouvrière »... Le titre et la présentation pouvaient, au départ, prêter à confusion. A présent, plus aucun doute, ils se sont démasqués.

Comme c'est toujours le cas en période de menace fasciste, on fait une démagogie anticapitaliste de pure façade, mais évidemment l'essentiel des coups est dirigé contre les Syndicats et les Organisations Démocratiques : en particulier la C.G.T. et le Parti Communiste. La tactique utilisée se voudrait habile et il est employé un langage et des « arguments » pour tenter de semer la confusion chez les travailleurs.

C'est mal connaître ceux-ci qui ont, à plusieurs reprises, réagi et réagi énergiquement.

Aussi ne pouvant assurer en toute quiétude leur diffusion à la porte, ces Messieurs (?) de la « Voix Ouvrière » en font introduire clandestinement par leurs quelques acolytes de l'usine. Il est vrai que certains éléments de droite et même fascistes de la SAVIEM les soutiennent ouvertement.

Ainsi, lors de la dernière tentative de distribution, on a remarqué un certain M. Bisson, militant actif de l'U.N.R. (ferme soutien du Pouvoir) qui soutenait les distributeurs de « Voix Ouvrière » et prétendait parler de liberté.

.....

Toute cette littérature de la « Voix Ouvrière » ne peut qu'aider le Patronat et disons-le, favoriser les entreprises fascistes, en jouant le rôle de diviser la lutte de la classe ouvrière.

C'est pour cela, uniquement, que cette feuille est distribuée à la SAVIEM et dans quelques autres usines.

Quant à cette liberté de distribution dont « Voix Ouvrière » voudrait bénéficier, nous disons bien tranquillement que nous assimilons cette feuille à la lettre anonyme, procédé que chacun réprouve. Nul ne connaît le siège de ce pseudo-journal, ni les gens qui viennent le distribuer.

Il n'en est pas de même pour nous ainsi que différentes organisations connues et militant ouvertement.

Nous posons une nouvelle fois la question : Qui finance cette feuille ??? qui est certainement vue d'un très bon œil par les patrons et le gouvernement gaulliste.

Les travailleurs de chez Chausson ont reçu comme il convenait ces trublions qui ne se sont plus représentés devant cette usine !!!

Travailleurs de la SAVIEM, ne tolérons pas le travail de sape des diviseurs au moment où l'unité est plus que jamais nécessaire dans une des périodes les plus tragiques depuis l'occupation nazie !!!

QUI SONT CES DISTRIBUTEURS ?

(tract à en-tête du syndicat des métaux C.G.T. du groupe Chausson, Chenard, Secan d'Asnières-Gennevilliers, diffusé chez Chausson le 20 juillet 1961.)

DEPUIS de nombreux mois, un journal intitulé « La Voix Ouvrière » est distribué à la porte de l'usine G. Par un langage révolutionnaire, ce journal veut se faire croire anticapitaliste, antigouvernemental, antimilitariste. Il veut apparaître favorable aux revendications, à la paix, à la lutte anticoloniale.

Traitant de nombreux problèmes, il essaie de s'attirer la sympathie des travailleurs les moins avertis.

Malgré toutes les apparences, ce qui frappe les ouvriers sur chaque numéro, ce sont les attaques contre les syndicats.

Nous avons déjà répondu à ces individus, nos camarades de F.O. en ont fait autant. Les derniers événements ont éclairé certains travailleurs. Chacun, maintenant, est convaincu que ces individus n'ont rien à voir avec les travailleurs des usines, qu'ils ignorent tout du travail de chaînes (l'heure de distribution de ce tract le prouve). Leur présentation, leur langage, montrent qu'ils ne sont pas des ouvriers.

Si les tracts ne mentionnent le titre d'aucune organisation, nous pouvons néanmoins affirmer qu'ils sont organisés, même en groupes de choc, puisque le 18 juillet, d'après de nombreux ouvriers, une cinquantaine se trouvait tout le long de la rue Henri-Barbusse.

Il est clair pour tous que ce jour devait être celui d'une vaste provocation contre les travailleurs de chez Chausson.

Cette organisation travaille clandestinement et n'agit jamais sur le lieu du travail de ses adhérents, car le jugement des travailleurs se ferait vite ! Ils mènent campagne actuellement chez Renault, Chausson, Thomson, mais aucun des distributeurs ne travaille dans ces usines.

Leur but est simple : discréditer toutes les organisations syndicales et, en premier lieu, la C.G.T., afin d'aider à leur destruction, d'empêcher la riposte ouvrière contre les attaques patronales face aux licenciements, aux déclassements, aux attaques contre nos salaires, face à une politique antisociale.

Leur politique de destruction est si vraie que ces individus ne vont pas chez Simca où seuls existent des syndicats-maison et où l'exploitation est poussée à l'extrême. La direction ayant réussi à mettre elle-même en œuvre les moyens de détruire la C.G.T., ces individus n'estiment pas nécessaire de venir y faire leur travail, puisque la direction le fait déjà.

Ils ne vont pas non plus aux nombreuses usines où n'existent pas d'organisations syndicales. Ils ne veulent pas non plus créer une organisation chez Chausson, Renault ou la Thomson, ils veulent détruire et sont payés pour cela. Ils tendent à ce que personne ne puisse juger leurs activités personnelles.

Leur langage révolutionnaire rappelle celui de Poujade qui devait servir la Classe ouvrière, les paysans, les commerçants et criait « aux voleurs ». Chacun sait aujourd'hui que ce ne sont qu'un ramassis de fascistes, d'ultras, de plastiqueurs. Or l'organisation trotskyste qui distribue à la porte, existe depuis longtemps.

Pendant la guerre son mot d'ordre était : « A bas les marchands de canons », mais elle ajoutait, au nom de l'internationalisme prolétarien : « Soldat français, fraternisez avec les soldats allemands ».

Ainsi, sournoisement, se servant d'un mot d'ordre juste, ils appelaient les peuples à ouvrir les frontières aux nazis. Ils travaillaient ainsi à aider les fascistes, ennemis suprêmes des travailleurs, à s'installer dans le monde. Ils poursuivent aujourd'hui le même but, leur premier but étant de retirer toute confiance des travailleurs envers leurs organisations, afin de les isoler puis les battre.

Cette organisation est donc la plus dangereuse pour les travailleurs, parce qu'elle travaille à visage couvert et sournoisement, cela au profit du grand capital.

C'est pourquoi, travailleurs de chez Chausson, nous vous appelons à les recevoir comme il convient, c'est-à-dire comme des ennemis. Nous vous appelons à nous faire connaître leurs quelques amis qui peuvent être dans l'usine.

Quoi qu'il en soit, nous continuerons notre travail, afin d'aider à l'amélioration des conditions de vie des travailleurs, afin qu'il puisse y avoir des organisations ouvrières capables d'unir et de diriger l'action nécessaire.

Mais nous avons pensé qu'il était nécessaire que les ouvriers connaissent le but de ces individus et de leurs « souteneuses ».

LIBERTÉ, LIBERTÉ CHÉRIE

(tract à en-tête du P.C.F., fédération de Seine-Ouest, section Chausson, diffusé le 12 décembre 1962.)

.....

C'est ainsi que la « Voix Ouvrière » distribuée le 6 décembre, date de la journée contre l'O.A.S., explique, parlant des manifestations : Que signifient ces promenades ridicules ? Les travailleurs seront peu nombreux à se livrer à ces pantomimes, etc.

Le seul but recherché étant de faire en sorte d'empêcher les travailleurs d'agir, car dans cet article pas un mot sur les organisations qui ont refusé l'action. Ils montrent là leur vrai visage.

Quant à « Pouvoir Ouvrier », il nous apprend qu'il est né en 1958, c'est-à-dire avec de Gaulle, avec la montée fasciste.

Nous pouvons poser quelques questions à ces bons apôtres.

Où et quand ont-ils proposé aux travailleurs de chez Chausson d'assister, soit à une manifestation ou un rassemblement organisé par eux contre la guerre en Algérie ou contre l'O.A.S. ? Jamais, pour la bonne raison qu'ils ne sont pas pour organiser mais pour détruire les organisations qui luttent contre ces choses.

Pourquoi la « Voix Ouvrière » n'a toujours pas expliqué comment son organisation s'est procuré les adresses de centaines de travailleurs de chez Chausson, alors que nous avons tant de difficultés au bureau du personnel pour avoir l'adresse d'un camarade malade ?

Il est vrai que tous leurs écrits portent le mot ouvrier, cela fait mieux que bourgeois. En réalité, ce ne sont pas des ouvriers, mais des fils à papa pour la plupart « étudiants » comme le patron est « ouvrier ». Leur allure en témoigne suffisamment.

Ils sont de ceux que l'on dit entre les mains de la police à la suite de vols de voitures, de bris de vitrines, de rock avec bris de matériel, comme celui de la porte de Versailles.

Ce sont des fils à papa tarés pour avoir été trop gâtés, mais qui peuvent encore rendre de grands services à la bourgeoisie, dans la lutte contre la C.G.T. et les communistes.

Bien sûr, ils s'adressent aux travailleurs influencés par la C.G.T. et les communistes, ils ne peuvent donc parler comme parlent les indépendants ou l'U.N.R. ! Ils adaptent leur langage à celui des travailleurs. Pour toutes ces choses, ils sont plus dangereux pour l'avenir des travailleurs que les réactionnaires. Ce sont des traîtres, ils emploient la ruse pour tromper. Il faut pourtant qu'ils sachent que les travailleurs ne laisseront pas détruire leur organisation, car cela signifierait pour tous encore plus de misère et le fascisme avec toutes ses conséquences : la guerre.

AU SERVICE DE QUI ?

(article paru dans « La renaissance », organe du P.C.F., section Chausson, cellule DIR et entretien, diffusé le 4 janvier 1962.)

SUR un tract précédent nous avons vu ce qu'étaient, ce que veulent les groupuscules d'organisations qui distribuent aux portes de nos usines. Nous avons montré la tâche qui leur était assignée : discréditer au maximum les organisations politiques et syndicales des travailleurs, leur retirer la confiance des ouvriers, les détruire si possible, afin de laisser les mains libres à la grande bourgeoisie et au fascisme. Nous avons vu aussi qu'ils adaptent leurs écrits à la formation de classe des travailleurs.

Aujourd'hui, nous allons montrer qu'ils ont dans une certaine mesure atteint leurs objectifs.

Dans la région parisienne, les travailleurs de chez Chausson ont toujours été à la pointe du combat. Pendant des années, il ne s'est pas passé de mois sans que l'action des travailleurs ne se fasse sentir dans un secteur donné du groupe. Même si ces actions n'apportaient pas toujours de gain immédiat, elles ont permis que les salaires Chausson, pendant de longues années, se soient trouvés dans le peloton de tête. Ces « hauts salaires », par rapport à de nombreuses usines, n'ont été possibles que par l'action guidée par les organisations syndicales, et en particulier la C.G.T. qui représente plus de 72 % des voix et la confiance que leur apportaient les travailleurs.

Il est clair que si la politique que poursuit la « Voix Ouvrière » était destinée à aider les travailleurs à lutter contre leur exploiteur l'action de ceux-ci n'aurait fait que progresser et se serait répercutée sur les salaires. Or, nous pouvons affirmer que c'est le contraire qui s'est produit. Non seulement leur politique n'a pas développé la combativité des ouvriers, mais nous pouvons dire que depuis 2 ans, c'est-à-dire depuis que ces ennemis des travailleurs déversent leur poison, la combativité, la riposte des travailleurs à leur misère, a sérieusement diminuée.

C'est là un des résultats ajoutés à d'autres, qui font qu'actuellement non seulement les salaires de chez Chausson ne sont plus en tête, mais bientôt en queue dans la région parisienne.

Nous pouvons affirmer que leur politique a retiré la confiance des travailleurs dans l'issue des luttes, qu'elle a mis en doute chez certains travailleurs la nécessité du syndicat, qu'en un mot ils ont désarmé et désorienté une partie des travailleurs et qu'ainsi ils ont bien servi le patron Chausson et porté un préjudice important à l'ensemble des travailleurs de chez Chausson qui se retrouve avec des salaires de misère et un patron qui résiste parce que sachant l'état d'esprit dans les ateliers.

Il est donc plus urgent que jamais de balayer ces polichinelles au service des patrons, de reprendre le chemin longtemps suivi, le chemin de l'union et de l'action, le chemin de la confiance envers les syndicats. Il est possible aujourd'hui, comme hier, d'améliorer nos conditions de vie et de reprendre la tête des salaires de la Région Parisienne.

Le patron a les moyens de payer, à nous tous de le contraindre.

QU'EST-CE QUE « VOIX OUVRIÈRE » ?

(Article paru dans « Notre presse », organe du P.C.F. à l'imprimerie Desfossés, numéro de novembre 1961.)

AUX dires des anonymes dirigeants, il s'agit d'un organisme apolitique, combattant uniquement pour le « bien des travailleurs ».

Non, cela n'est pas vrai, car la distribution systématique dans plusieurs usines d'Issy prouve que seule, une organisation politique peut mettre sur pied la sortie d'un matériel issu de fonds aussi anonymes que les dirigeants.

Pour le « bien des travailleurs » ? Second mensonge ! Car pour défendre les travailleurs, il faut déjà être connu par eux, avoir leur confiance et le faire sur des bases solides et justes, laissant de côté tout ce qui divise et condamne les lâches agissements fascistes de l'O.A.S. dont la « Voix Ouvrière » préconise la reprise de ces moyens par les travailleurs.

Car « descendre dans la rue » avec des mots d'ordre anarchistes, ne constitue aux yeux des communistes qu'une entreprise chaotique et de guerre civile, alors que l'organisation, l'information, de puissants mouvements ouvriers amèneront à coup sûr la réalisation des aspirations ouvrières.

Mais alors, où veut en venir la « Voix Ouvrière » ?

S'agit-il d'utopie ou de non-sens ? Non ! Au contraire, le but est clair. Devant l'incessante prise de conscience des travailleurs, certains... (on peut facilement énumérer lesquels) ont intérêt à éviter à ce que « tous les prolétaires s'unissent ». Puisque la « Voix Ouvrière » est si bien renseignée, toujours par des inconnus, pourquoi ces individus ne se font-ils pas connaître ? Pour la raison bien simple qu'ils ont peur, non pas de la direction mais du verdict des travailleurs, car s'il en était autrement, ils n'hésiteraient pas un instant à se faire connaître et à se faire les combattants clairvoyants et combatifs des travailleurs devant lesquels, nous communistes, sommes conscients de nos responsabilités.

Nous nous présentons devant nos camarades de travail en tant que tels, car les travailleurs jugent les représentants de la classe ouvrière qui luitent ouvertement à leur tête.

Camarades de travail, recevez cette feuille anonyme comme elle le mérite, afin qu'elle retourne à son origine, c'est-à-dire à la poubelle.

MISE EN GARDE

(article paru dans « Réalités », organe du comité d'entreprise Desfossés, n° 9, de décembre 1961.)

DEPUIS un certain temps, une feuille anonyme intitulée « Voix Ouvrière » est distribuée à la porte de l'usine d'Issy-les-Moulineaux par des personnes étrangères à l'entreprise, ou glissée dans les vestiaires.

Pourquoi donc ce journal ne veut-il pas dire aux travailleurs qu'il prétend servir, au nom de quelles personnes ou de quel groupement il parle ?

Tout simplement parce que le nom de cette « Voix Ouvrière »-là est aussi inavouable que son but de division et donc d'affaiblissement du mouvement ouvrier est évident.

L'histoire du mouvement ouvrier nous enseigne que de telles feuilles (la « Voix Ouvrière » n'est pas la première !) émanent soit directement des services spécialisés du ministère de l'Intérieur, qui s'assurent des complicités à l'intérieur des entreprises, soit de groupuscules au service du patronat, ou désireux de s'y mettre.

A la première difficulté qui surgit entre eux et les ouvriers dont ils sont isolés, ces groupuscules se mettent alors sous la protection de la police.

Dans l'un et l'autre cas, le processus de collusion diffère quelque peu, mais l'aboutissement et le but sont les mêmes.

La forme généralement employée pour les entreprises de division et d'affaiblissement du mouvement ouvrier est la phrase pseudo-révolutionnaire. Chacun a pu remarquer aussi que ces feuilles spécialisées n'ont pas de problèmes financiers ; et les moins avertis peuvent donc se poser la question : « D'où vient l'argent ? »

La « Voix Ouvrière » n'a donc innové en rien. Nous demandons aux travailleurs d'accueillir tout tract ou journal anonyme sans aucune complaisance, avec mépris, comme un « corps étranger » au mouvement ouvrier.

LA « VOIX OUVRIÈRE » ET LA TÉMÉRITÉ DE SES AUTEURS

(article paru dans « La voix des communistes », journal de la cellule C.S.F. Guynemer, section d'Issy-les-Moulineaux, de décembre 1961.)

LA question est posée par beaucoup de travailleurs de l'usine : Qui est ce journal anonyme distribué depuis un mois à l'entrée du matin ?

C'est un journal provocateur, nous reviendrons plus en détail : sur ses origines, les individus qui sont ses promoteurs, pourquoi existe-t-elle, quels sont ses buts ?

Mais aujourd'hui, la place nous manquant, nous lui consacrons quelques mots et posons la question : Qui la finance ? Un tract distribué à 1.000 exemplaires revient à 2.500 francs. Hors, elle est distribuée dans tous les centres C.S.F., à la S.E.V., chez Desfossés, etc. Cela fait beaucoup d'argent. Eux qui n'ont pas comme notre parti, les syndicats, d'amis, d'adhérents, pas de cotisations, où puisent-ils l'argent ? La réponse les situerait tout de suite.

Ils ont une ou deux « antennes » dans notre centre, mais ces courageux anonymes ne veulent pas se montrer. Ce sont des gens extérieurs à l'usine qui distribuent leur torchon, eux-mêmes en disposent quelques-uns dans l'endroit tout juste disposé pour les recevoir : aux waters-closet.

Essayons de connaître le visage de ces téméraires qui oublient volontiers d'attaquer la direction, et nous sommes certains que vous les trouverez tout naturellement dans les « Jaunes » éternels et les quelques « Moutons » que chacun d'entre nous connaît.

A PROPOS DE LA « VOIX OUVRIÈRE »

(article paru dans « Le radar de la paix », journal de la cellule communiste de l'entreprise C.S.F., section de Malakoff, de novembre 1961.)

DEPUIS quelque temps, une feuille dénommée la « Voix Ouvrière », d'inspiration trotskyste, est diffusée à la C.S.F.

Elle se présente comme un organe « plus à gauche » que le Parti Communiste à qui elle réserve — ainsi qu'à la C.G.T. d'ailleurs — ses coups essentiels, quand elle ne se livre pas à la provocation pure et simple.

Sa préoccupation essentielle est de développer la confusion parmi les travailleurs, d'entretenir la division. Un exemple : depuis l'instauration du pouvoir gaulliste, les luttes ouvrières sont devenues beaucoup plus difficiles ; les travailleurs ont trouvé et utilisent des formes nouvelles d'actions, grèves tournantes, etc., où s'expriment l'unité à la base.

Grâce à cette tactique, les travailleurs ont remporté des succès ; dans plusieurs entreprises ou corporations, le développement de l'action à la base a permis d'aller à des mouvements d'ensemble.

Ces formes nouvelles de lutte élaborées dans les entreprises par les travailleurs eux-mêmes n'ont pas l'heur de plaire au patronat, mais n'en déplaise aux patrons et aux diviseurs, les travailleurs continueront à mettre en œuvre les formes de lutte (luttes particulières, luttes d'ensemble) qui conviennent le mieux à chaque situation donnée. Ils le feront en veillant à préserver leur unité, condition décisive de tous les succès ! Et ils rejeteront l'anticommunisme sous quelque forme qu'il se présente, arme du grand capital et du pouvoir gaulliste pour diviser les travailleurs et les réduire à sa merci !

EN FAIT, DES DIVISEURS

(article paru dans « Les ondes nouvelles », organe de la cellule Thomson-Gennevilliers du P.C.F., du 14 décembre 1961.)

DANS le dernier numéro daté du 4 décembre 1961, la « Voix Ouvrière », cette feuille infâme que nous trouvons toujours en bonne place, fait allusion à la journée du 6 décembre. Il déverse comme chacun le sait les mêmes calomnies que l'on retrouve dans « l'Aurore » ou le « Figaro ».

Comme il fallait s'y attendre, il n'a pas fait appel aux travailleurs pour faire une grande journée de lutte contre les assassins de l'O.A.S., contre le fascisme, mais ses rédacteurs ont essayé de saboter la journée du 6. Ils osent parler de « promenades ridicules » lorsque l'on manifeste dans la rue en criant « O.A.S. assassins ». Ils disent en parlant des travailleurs « qu'ils se livrent à des pantomimes qui leur rappor- teront tout juste quelques coups de bâtons ».

Le voilà le vrai visage de ces « révolutionnaires ». Nous pourrions épiloguer plus longtemps sur cet article qui est en fait une véritable démobilisation des forces de gauche. Mais les efforts désespérés de ces diviseurs mal camouflés ne pourront pas toujours servir la cause qu'ils défendent.

De grands changements s'opèrent dans la tête des travailleurs. Ils recherchent l'unité nécessaire pour barrer la route au fascisme et améliorer leurs conditions d'existence.

Le Parti Communiste Français mènera à bien cette tâche ; n'en déplaise aux tristes individus de la « Voix Ouvrière ».

QUI DIRIGE LA « VOIX OUVRIÈRE » ?

(article paru dans « L'écho des métallos Renault », organe de la section Renault du P.C.F., du 31 octobre 1961.)

RÉGULIÈREMENT tous les quinze jours, un tract « La Voix ouvrière » est distribué, destiné aux ouvriers du département 18.

Bon nombre de ceux-ci commencent à se demander au nom de quelle organisation et avec l'aide de qui (car cela à la longue doit revenir assez cher), ces gens, d'ailleurs étrangers au département et plus généralement à l'usine, se manifestent-ils ?

Beaucoup d'ouvriers justement se posent ces questions.

Ils remarquent souvent que la plupart des attaques de ces tracts se portent sur la C.G.T., le Parti communiste, l'Union Soviétique...

Nous venons vous avertir que « La Voix ouvrière », c'est le journal de la police, l'éditorial est le même pour la grosse majorité des entreprises où le tract est distribué.

La police, instrument de l'Etat aux mains des capitalistes, fait mener ainsi une campagne insidieuse sur notre Parti et d'autres organisations démocratiques en se servant de justes sentiments parmi les travailleurs pour mieux les tromper.

En 1940, ces mêmes milieux faisaient paraître un faux journal « l'Humanité » dans lequel ils appelaient les ouvriers à ne pas réagir devant l'occupant (se servant de l'internationalisme prolétarien).

Dans « La Voix ouvrière », certains articles sont faits avec l'aide de personnes du département très au courant de ce qui est débattu dans les réunions de délégués.

Pourquoi n'ont-elles pas le courage de distribuer elles-mêmes leur papier ?

Pourquoi se cacher ?

Tout est fait pour semer un peu plus le trouble dans la tête des travailleurs.

Il nous faut réagir vigoureusement contre de telles méthodes malhonnêtes... en jugeant ce tract comme il le mérite, et en traitant ceux qui le distribuent comme des émissaires de la police.

LA VOIX ANTILOUVRIÈRE

(article paru dans « L'écho des métallos Renault », organe de la section Renault du P.C.F., du 12 janvier 1962.)

LE dernier numéro de la « La Voix ouvrière », ce tract anonyme distribué régulièrement aux ouvriers du département 18, réservait la plupart de ses lignes à des attaques contre la C.G.T. et les Syndicats. Cela doit nous faire davantage réfléchir sur ce qu'est cette feuille et son rôle.

Nous avons posé deux questions à cette organisation clandestine : où trouve-t-elle l'argent, d'où viennent ces individus qui distribuent ? Aucune réponse n'est encore venue et pour cause.

Le rôle de cette propagande, c'est de mieux semer la confusion dans l'esprit des travailleurs en se servant de certains sentiments justifiés. C'est aussi celui de jeter le discrédit sur les organisations démocratiques.

Ils rejoignent là quant au fond toute la propagande fasciste qui s'attaque aux organisations ouvrières.

Il est des ouvriers qui se laissent encore prendre à ce piège. Certains mêmes, comme cet ancien délégué C.F.T.C., il s'agit de Pottier, l'ont distribué à l'intérieur de l'usine.

Sans vouloir engager de polémique, il en est qui tombent bien bas.

AGIR SANS RETARD

(tract signé « Les cellules du P.C.F.-Lavalette », et daté du 24 janvier 1962.)

IL y a quelques jours, des tracts intitulés « Correspondance Ouvrière » étaient distribués à l'entrée. Il s'agit d'une publication trotskyste du genre « Perspectives ouvrières » ou « Voie ouvrière » dont l'informateur et le rédacteur chez Lavalette est le militant bien connu de l'Atelier 51, Renard. Si la diffusion est faite par des étrangers de l'usine et que le papier est anonyme, c'est parce que la politique déversée par ce papier est inavouable, elle est celle de la division.

Les procédés des trotskystes (on y rencontre des exclus du Parti et des renégats) sont connus et n'ont rien d'original ; à partir de faits précis ils en dénaturent le sens semant la confusion et la division pour le plus grand profit de la réaction. Cela ne les gêne pas d'étaler une gestulation qui se veut révolutionnaire, le papier en question en fournit la preuve.

Pour en être convaincu, il suffit de lire la première page. Si ça ne va pas, la faute n'en incombe pas seulement au pouvoir personnel de de Gaulle, pouvoir des grands monopoles, mais à tout le monde, « les Archevêques », puis, en bonne place, les organisations syndicales « C.G.T., F.O., C.F.T.C., C.G.C., etc. » plus loin, c'est « l'Humanité » puis, enfin, l'O.A.S. jamais tant de confusion n'a été jetée

LES FAITS PLUS FORTS QUE LES MENSONGES

Le parti communiste français a, dès le premier jour, montré le véritable caractère du pouvoir personnel de de Gaulle, homme du grand capital monopoliste.

La vie nous a donné raison :

La guerre d'Algérie se poursuit. (Elle a maintenant duré plus longtemps sous de Gaulle qu'avant.) Les conditions de vie s'aggravent sans cesse, de Gaulle tourne le dos à la détente internationale. Enfin, le danger fasciste de l'O.A.S., nourri par la guerre d'Algérie, est devenu un péril sérieux.

Notre parti s'honore, depuis l'arrivée de de Gaulle au pouvoir, d'avoir montré comment son pouvoir personnel ouvrait la voie au fascisme.

A ce danger, nous avons donné la solution. Rassembler toutes les énergies démocratiques pour barrer la route au fascisme, ouvrir la route à une démocratie renouée qui balayera le pouvoir personnel.

LE DANGER FASCISTE GRANDIT

Forts de l'impunité et des protections dont ils bénéficient, les fascistes redoublent leurs attentats criminels. Chaque jour et chaque nuit amènent leur lot de crimes qui restent impunis. L'O.A.S. s'en prend à tous ceux, communistes ou non, qui ne veulent pas d'un pouvoir de terreur.

Mais le gouvernement reste impassible, il ne montre sa force que pour les démocrates. L'audace des fascistes n'a d'égale que la faiblesse du pouvoir gaulliste qui se prétend « fort ».

UNION SANS EXCLUSIVE

Sans relâche, notre parti préconise le rassemblement sans exclusive de toutes les forces démocratiques. Mais il faut dire que si des progrès sont enregistrés, ils ne sont pas encore à la mesure des exigences. La responsabilité en incombe en particulier aux dirigeants socialistes qui, comme Guy Mollet, s'opposent à cette union et font ainsi le jeu des fascistes.

C'est dans le même sens qu'agit « Correspondance ouvrière » et en avançant le mot d'ordre « fascisme ou socialisme ».

La question est ainsi posée pour dérouter les antifascistes. Le problème posé est démocratie ou fascisme. C'est là que s'opère le plus large rassemblement. On peut citer à titre d'exemple, l'appel des 100 personnalités de la résistance, où, à côté des communistes, figurent des personnes qui sont très loin de l'idéal des communistes.

On y relève par exemple le nom de Benoît Frachon à côté de Claude Bouchinet-Sereuilles. Les travailleurs de Lavalette comprendront mieux quand ils sauront que ce dernier est membre du conseil d'administration de Lavalette. Si, comme pendant la lutte contre les nazis pour la libération nationale, des hommes d'opinions contraires s'unissent pour appeler à la lutte antifasciste, il est clair pour tous qu'un tel accord est peu probable sur la question de promouvoir le socialisme.

C'est pourquoi mettre en avant, comme les trotskystes, le mot d'ordre « Fascisme ou socialisme », c'est restreindre le champ d'union antifasciste, c'est semer la confusion, c'est gêner le rassemblement des Démocrates. C'est d'ailleurs un des faux prétextes de Guy Mollet allié à Pinay pour entretenir l'exclusive anticommuniste. En agissant ainsi, c'est en fin de compte, apporter de l'eau au moulin de la division, dont seuls profitent les fascistes.

La question à l'ordre du jour est : Démocratie ou fascisme.

C'est pourquoi nous appelons les travailleurs à agir pour créer dans les ateliers et les bureaux de larges comités antifascistes.

Les Comités antifascistes auraient pour tâche :

- Exiger l'arrestation et la condamnation des assassins ;
- Assurer la protection des militants et des sièges des organisations démocratiques ;
- Dépister les éléments O.A.S. pour les isoler partout où ils se trouvent ;
- Agir sans répit pour la paix en Algérie et contre le fascisme.

LETTE OUVERTE

AUX TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS DE LAVALETTE

(diffusée par Renard à la porte de l'usine le 24 janvier 1962)

Camarades,

Les dirigeants du Parti Communiste Français, une fois de plus, tentent, par une manœuvre inqualifiable, de me discréditer à vos yeux en portant contre moi les plus graves accusations.

Dans le tract, intitulé « les diviseurs trotskystes ne briseront pas l'unité des travailleurs » daté du 18 février et distribué aux portes de l'entreprise le 22 du même mois, est étalée une série de mensonges plus grossiers les uns que les autres.

MENSONGE d'affirmer que les provocateurs distribuant « Correspondance Ouvrière » ont été chassés de chez Lavalette, par les travailleurs.

MENSONGE d'affirmer que le 14 février, à la SAVIEM, des individus « armés

de barres de fer et encadrés par les policiers en civil ont agressé sauvagement les travailleurs ».

MENSONGE d'affirmer que j'ai moi-même monté cette soi-disante « agression ».

LA VÉRITÉ est que, lorsque « Correspondance Ouvrière » fut distribué chez Lavalette, il y eut une bousculade, mais que la diffusion de ce tract, en dépit d'un certain nombre qui furent jetés à terre, continua.

LA VÉRITÉ est que, à la SAVIEM, et à plusieurs reprises, des travailleurs distribuant un tract furent agressés par des nervis du P.C.F. Le 14 février, ces travailleurs n'ont pas entendu que le Parti Communiste Français fasse régner la terreur dans les rangs ouvriers. Ce ne sont pas eux qui ont attaqué, c'est le Parti Communiste. Ce ne sont pas eux qui étaient armés de barres de fer, mais quelques énervés staliniens. Ils ont assuré la diffusion de leurs tracts et se sont séparés au chant de l'Internationale et en scandant « Démocratie Ouvrière ».

Mais pourquoi les dirigeants du P.C.F. mentent-ils de cette manière et pourquoi s'acharnent-ils de cette façon contre moi ?

La réponse à cette question ne peut être trouvée que dans l'analyse même de la politique de cette organisation qui prétend défendre les intérêts ouvriers et abuse du titre de communiste.

Mais auparavant, je voudrais vous dire qu'on ne peut pas séparer la manière dont on agit de l'action qu'on mène. A des méthodes infâmes correspond toujours une politique infâme.

Chez Lavalette, les dirigeants du Parti Communiste Français s'apprentent à monter une monstrueuse provocation contre moi, allant jusqu'à l'agression, pour tenter de briser moralement et physiquement le militant ouvrier que je suis.

J'en appelle à vous tous, travailleuses et travailleurs de chez Lavalette. Depuis bientôt quatre ans que je suis dans cette entreprise, depuis trois ans que j'assume les responsabilités de délégué du personnel et de secrétaire de la section syndicale « Force Ouvrière », vous avez pu juger de mon attitude, que ce soit devant la Direction du personnel, que ce soit dans les grèves, que ce soit dans les Assemblées générales, que ce soit dans les articles que j'ai pu écrire dans le bulletin syndical.

Chaque fois que nous avons estimé l'unité d'action nécessaire pour le triomphe des revendications, la section syndicale dont je suis le responsable n'a pas hésité une minute : encore la semaine dernière, à propos des obsèques contre la répression policière, et encore avant-hier, le 19 février au cours de l'assemblée générale du personnel, où j'ai pris la parole.

J'ai des désaccords politiques fondamentaux avec le P.C.F. S'il n'en était pas ainsi, j'en serais membre. Mais cela ne date pas d'hier. Depuis 19 ans que je milite, toute mon expérience me confirme que la politique de cette organisation va directement à l'encontre des intérêts ouvriers, dans tous les domaines, que ce soit pour les revendications immédiates comme pour les intérêts généraux des travailleurs, que ce soit dans le domaine national comme dans le domaine international. Les quinze dernières années que le prolétariat français vient de vivre sont entièrement à porter au passif des organisations ouvrières et en particulier du P.C.F. Cela, j'ai le droit de le dire et personne ne m'en empêchera.

Lorsque le 24 avril 1959, le P.C.F. sortit, contre moi, un tract imprimé intitulé « Le provocateur démasqué », il prit délibérément la responsabilité de rompre l'unité d'action qui se réalisait dans l'entreprise.

Aujourd'hui encore, les dirigeants du P.C.F. prennent la responsabilité de rompre l'unité d'action, alors qu'hier j'envisageais la possibilité de la réaliser, pour aider les camarades en grève à A 22. Le P.C.F. brise l'unité aux cris de « Vive l'unité », voilà qui n'est plus seulement intolérable, mais criminel.

Et tout cela pour tenter de masquer ses opérations politicardes (en particulier ses alliances honteuses, sous le couvert de la résistance, avec les pires réactionnaires des députés U.N.R., comme Van der Mersch), qui n'ont rien à voir avec la classe ouvrière. Je reste un partisan convaincu de la démocratie ouvrière. Je défendrai ce droit imprescriptible qu'ont les travailleurs d'avoir leurs opinions et de les défendre.

Camarades qui êtes organisés dans les syndicats ou les partis politiques, je vous demande de défendre ce droit à la Démocratie. Je vous demande de protester contre des méthodes qui empoisonnent le mouvement ouvrier. Et cela ne date pas d'hier. Chaque fois que le Parti Communiste Français est en désaccord avec un militant, il tente de le salir en le traitant de « flic », de « provocateur » ou de « diviseur ». Les plus estimés des dirigeants du P.C.F. n'ont pas échappé à cette loi : Marty, Tillon ont été des « flics » parce qu'ils n'étaient plus d'accord. A l'échelle internationale : Tito a été un traître, pour redevenir un ami, Rajk a été pendu par erreur et Staline lui-même a été reconnu par Khrouchtchev, il y a deux ans, comme étant un criminel.

Ne prenez pas cette affaire pour un quelconque règlement de comptes. C'est une affaire grave, dont dépend l'avenir du mouvement ouvrier, selon l'issue que vous lui donnerez.

Travailleuses et travailleurs de chez Lavalette, adhérez aux organisations ouvrières syndicales et politiques de votre choix, précisément pour y faire régner des méthodes saines et loyales, dignes de vous.

DEUX LETTRES A BENOIT FRACHON secrétaire général de la C.G.T.

Cher Camarade,

Nous venons d'apprendre qu'une campagne de calomnies est engagée par des militants du P.C.F. contre notre camarade Daniel Renard, ouvrier aux usines Lavalette et secrétaire de notre syndicat F.O. des Métaux de la banlieue Nord.

Cette campagne vise également de nombreux militants, qualifiés à nouveau d'« anarcho-trotskystes » et d'« hitléro-trotskystes », comme au plus beau temps de l'époque stalinienne, que l'on aurait pu croire maintenant révolue, puisque formellement condamnée.

A cette campagne de calomnies, s'ajoutent des violences exercées par des militants de la C.G.T. des usines SAVIEM contre d'autres militants diffusant des tracts.

Bien que nous ne partagions pas tous les points de vue développés par les camarades qui ont fait l'objet de ces violences, nous tenons à élever la plus vive protestation contre le retour à des méthodes staliniennes qui visent, comme en Espagne, en U.R.S.S., en Hongrie et en d'autres pays, à éliminer les militants des tendances soit anarchistes, soit socialistes, trotskystes, ou même communistes dans la mesure où ces derniers ne partagent pas la position officielle du P.C.

Nous qui ne considérons pas l'unité d'action comme une panacée universelle mais qui pratiquons celle-ci chaque fois qu'elle est utile et justifiée pour faire aboutir les revendications des travailleurs, nous estimons que ces actes expriment une volonté délibérée d'introduire des méthodes de violence criminelles qui ne peuvent aboutir qu'à désunir les travailleurs.

La poursuite de tels actes risque de créer une situation si grave que nous te demandons d'intervenir personnellement pour que cessent calomnies et violences.

Nous pensons en effet que les militants ouvriers, de quelque tendance que ce soit, ont actuellement autre chose à faire qu'à se livrer à un combat fratricide.

Pensant être entendus, nous t'adressons, cher camarade, nos salutations syndicalistes.

Pierre DER COURT - Ida BOIREAU
Militants de la fédération F.O. des employés et cadres.
Le 4 mars 1962.

Camarade,

Ayant pris connaissance de la réponse indirecte rédigée par toi dans « L'Humanité » du 10 mars 1962,

1° à la lettre adressée par les camarades Boireau et Dercourt pour que tu interviennes afin que cesse la campagne de calomnies et de violences dirigée contre des militants ouvriers diffusant leurs publications aux portes des usines ;

2° à l'appel pour la démocratie ouvrière que nous avons nous-même signé, nous prenons acte

1° que tu condammes expressément « les heurts entre ouvriers et les bagarres qui aboutissent à dresser les ouvriers les uns contre les autres et à les détourner du véritable combat » ;

2° que tu affirmes à juste titre que « nos coups c'est contre nos ennemis, l'O.A.S., le patronat et le pouvoir qui le soutient qu'il faut les diriger. Il est exact que notre unité nous en avons besoin pour défendre les libertés, assurer le succès de nos revendications de salaires et autres » ;

3° que tu demandes à « ceux qui ont organisé ces bagarres (de ne plus) utiliser que les moyens politiques ».

*

Nous relevons ces directives données par le secrétaire général de la C.G.T. aux organisateurs staliniens des bagarres comme un fait positif. Néanmoins, nous regrettons que tu n'aies pas cherché à « démasquer politiquement (et à) dévoiler d'une façon impitoyable les buts de ceux qui font cette triste besogne, de provoquer des heurts entre ouvriers, en ressassant les mensonges et les calomnies qu'emploient leurs ennemis ».

Tu n'es pas sans connaître au moins un de « ceux-là » qui a nom Etienne Fajon, directeur de « L'Humanité ». C'est Fajon qui a tenté en vain d'organiser un pogrom contre les révolutionnaires devant les usines SAVIEM et Lavalette. C'est lui qui « ment » et « calomnie » Daniel Renard et Pierre Lambert en qualifiant ces camarades de « policiers » et Lambert d'ex-P.P.F. C'est encore Fajon qui emploie le procédé, cher à Staline, de l'amalgame en qualifiant les révolutionnaires dits « anarcho-trotskystes » de « hitléro-trotskystes ».

Tu dis regretter qu'ait été utilisé notre appel. Il tombe sous le sens que si Fajon n'avait organisé cette campagne de violences et de calomnies, nous n'aurions pas lancé l'appel pour la démocratie ouvrière et MM. André Morice et Jean Nocher n'auraient pu en faire état.

La responsabilité de cette situation incombe donc directement à l'appareil stalinien et personnellement à Etienne Fajon. Nous qui avons toujours su opérer la distinction entre la classe ouvrière et l'appareil stalinien complice des « crimes du culte de la personnalité », te demandons d'agir, avec la responsabilité qui est la tienne, en levant ces équivoques qui représentent autant d'obstacles à la réalisation de l'unité d'action et autant d'atouts donnés par l'appareil à « nos ennemis ».

Reçois, camarade, nos salutations syndicalistes.

Serge MAHE, syndiqué S.N.I. — Georges NOUVEL, syndiqué C.G.T. — Alexandre HEBERT, secrétaire général de l'U.D.F.O. de Loire-Atlantique — J. SALAMERO, syndiqué C.G.T. — PUYVANDREAU, syndiqué C.G.T. — Ida BOIREAU, syndiquée F.O.

RÉPONSE

A DES CALOMNIES ET A DES MENSONGES

(tract diffusé chez Renault, signé Gautrat, atelier 5941)

Dans un tract, la C.G.T. vient de me mettre nommément en cause et pas une ligne de son accusation n'est vraie ; tout n'est que mensonge, calomnie, insulte et provocation.

Quand trois personnes viennent vous trouver à votre machine et que l'une d'elles se met subitement à vous traiter de flic et de fasciste après vous avoir serré la main, que doit-on faire ?

Ne pas riposter sans doute, car si l'on riposte on est un provocateur d'après la C.G.T. Il faut donc se laisser insulter. Pourtant, qui est informé de ce que représente le fascisme et la police, a le droit de croire que le provocateur est celui qui aboie de telles injures ; il a le devoir d'exprimer son mépris et son dégoût et le crachat est tout juste à la hauteur de l'insulte.

Quand des militants trotskystes qui distribuaient des tracts anti O.A.S. à la porte de la SAVIEM se font matraquer par des militants communistes, où sont les fascistes ?

Ceux qui interdisent à ces militants de s'exprimer et qui font le travail de M. Papon, ou ceux, qui, comme moi, les défendent ?

Jean Nocher dit à la radio ce qu'il a pu glaner dans les agences de presse. Ni les trotskystes, ni moi n'avons été nous plaindre à cet individu !

C'est encore un autre mensonge.

On me fait dire que j'aurais reconnu être signataire d'une lettre à Jean Nocher. Puisque cette lettre n'a jamais existé, comment aurais-je pu la signer ? Mais puisque j'ai parlé devant témoins, il suffit de demander à ces témoins.

Quant au délégué Herit, comment l'aurai-je provoqué, ne lui ayant pas adressé la parole depuis plusieurs jours.

Quand les communistes vous frappent, il faudrait non seulement ne pas répondre, mais aussi être assez habile pour que personne ne le sache. Si la presse de droite s'empare de la chose, alors vous êtes automatiquement complice de cette presse. Personnellement, je crois que si on ne veut pas que les saloperies se sachent, il vaut mieux ne pas les faire.

Si les communistes n'avaient pas frappé les militants trotskystes, personne n'en aurait parlé, ni le « Figaro », ni Jean Nocher.

Mais il y a deux attitudes dans la C.G.T. et le P.C. Autant ces organisations sont contre toute sorte de démocratie entre les travailleurs, autant elles sont démocrates avec les représentants de la bourgeoisie.

Quand les responsables C.G.T. vont au Conseil économique discuter avec les représentants des trusts et du Gouvernement, pourquoi n'emploient-ils pas les mêmes méthodes qu'à la SAVIEM ? Pourquoi n'y vont-ils pas avec des nerfs de bœuf ?

Si je n'entretiens pas de correspondance avec Jean Nocher, par contre le grand chef de la C.G.T. ne se gêne pas pour signer des textes avec des individus aussi compromettants pour la classe ouvrière que Jean Nocher.

Quand M. Frachon signe le texte des Cent au côté du général Billotte et de Van der Mersch (ceux-ci valent bien Jean Nocher) pourquoi les militants zélés, Vieillard en tête, ne vont-ils pas l'insulter ?

Quand la C.G.T. signe des accords avec Dreyfus, pourquoi n'y va-t-elle pas avec des nerfs de bœuf plutôt qu'avec un porte-plume ?

Quand les députés communistes sont avec les représentants de la bourgeoisie au Parlement, ils ne se conduisent pas comme des soudards. Là, ils sont polis et respectueux. Ils ne prennent la parole que lorsqu'on les y invite, se taisent quand on le leur demande, votent des hommages à l'Armée avec les autres, votent des pouvoirs spéciaux avec les autres, etc. En un mot, ce sont des députés comme les autres.

Pourquoi n'emploient-ils pas dans le Parlement bourgeois les mêmes méthodes qu'avec les travailleurs trotskystes ?

Pourquoi n'insultent-ils pas le chef de l'Etat, pourquoi ne vont-ils pas mesurer leur force avec les députés fascistes puisqu'ils savent si bien le faire lorsqu'il s'agit de militants ouvriers ?

Pourquoi la C.G.T. et le P.C. n'emploient-ils pas les méthodes de la SAVIEM contre l'O.A.S. ? Pourquoi réservent-ils la violence contre ce qui vient de gauche, et la manifestation calme et digne contre ce qui vient de droite ? Parce que l'O.A.S. c'est un peu du pouvoir, un peu de la police, un peu de l'Armée, et devant le pouvoir, le P.C. et la C.G.T. ne savent que s'incliner. Ce qu'ils veulent, et c'est là leur unique programme, c'est participer à ce pouvoir qu'il soit gaulliste, molletiste, colonialiste ou pas, peu leur importe. Ce qu'ils veulent, c'est être dans les rouages de l'Etat pour participer au système d'exploitation et non pour le détruire.

Personnellement, je suis pour l'unité de la classe ouvrière, pour l'entente entre les travailleurs sur les revendications, sur les actions à mener. Mais cette unité c'est d'abord l'unité des travailleurs, et ce n'est pas en répandant des calomnies et des mensonges qu'on la réalisera. Car qui dit unité, ne dit pas dictature. L'Allemagne aussi était unie sous Hitler, car tous ceux qui osaient dire qu'ils n'étaient pas d'accord avec le régime, étaient systématiquement supprimés.

L'unité ouvrière, ce n'est pas l'unité derrière les positions du P.C. L'unité ouvrière, c'est avant tout le respect de toutes les opinions des travailleurs, et c'est avant tout la reconnaissance aux travailleurs du droit de s'exprimer. Il est donc inutile de lancer des slogans d'unité si dans la réalité des ateliers on fait exactement le contraire.

J'ai toujours respecté cette unité en participant à des actions, même avec lesquelles j'étais en désaccord, ceci dans l'unique souci de préserver cette unité et en me ralliant à la décision de la majorité. Malgré les calomnies et les insultes, je continue à croire que c'est un objectif toujours valable.

Si cependant l'unité se désagrège, la faute n'en incombera qu'à ceux qui par leurs mensonges veulent délibérément ou d'une façon irresponsable, la détruire.

GAUTRAT - Atelier 5941.